



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 16/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAIPOL**

Place des Curins  
63190 Lezoux

Références : 20251016-RAP-63-0925-InspSAIPOL

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement SAIPOL implanté Place des Curins 63190 Lezoux. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAIPOL
- Place des Curins 63190 Lezoux
- Code AIOT : 0005600377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1983, Saipol est la filiale du groupe Avril qui assure la première transformation des graines oléagineuses (colza et tournesol) en produits destinés à l'alimentation des hommes et des animaux.

Saipol est implanté sur 5 sites industriels en France : Grand-Couronne, Le Mériot, Bassens, Sète et Lezoux.

L'usine de Lezoux est spécialisée dans la transformation du tournesol français en huiles végétales brutes qui sera ensuite raffinée en huiles alimentaires sur les autres sites de Saipol, et en tourteaux riches en protéines pour l'alimentation des élevages.

Le site est autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté du 17 décembre 2004.

Ces 2 dernières années, la société investit sur le site pour améliorer les mesures de protection incendie et remplacer différents équipements.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- IED-MTD
- REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 3.1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	5 mois
3	Rétention et confinement des déversements et pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 27/07/2024, article 3.1.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Surveillance des sols	AP Complémentaire du 27/07/2024, article 2.6.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Rejets atmosphériques chaudières biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	PGS et pertes en hexane	Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 2.1.2
7	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée suite à la prise d'un arrêté préfectoral en juillet 2024.

Le site a réalisé la majeure partie des travaux prévus :

- suppression d'un silo plat et remplacement par une cuve de sprinklage,
- suppression d'un silo de stockage de coques (enveloppe du grain) en limite de propriété,
- arrêt des tours aéroréfrigérante et remplacement par des tours adiabatiques,
- protection par sprinklage de l'atelier extraction, de la livraison d'hexane, des postes de chargement d'huile, de la presserie et du décorticage.

Le point majeur à finaliser étant l'internalisation du sens de circulation.

Le désamiantage de plusieurs toitures a également été réalisé.

D'autres modifications sont envisagées mais ces dernières doivent faire l'objet d'un dossier complet d'autorisation environnementale: son dépôt est prévu pour début 2026.

Les principaux constats réalisés lors de la visite concernent :

- la température des rejets aqueux qui sont acceptés par la STEP urbaine (convention de rejet à actualiser),
- les moyens extérieurs de protection contre l'incendie, qui sont en partie disponibles et pour lesquels un renforcement est demandé,
- la mise en place de dispositifs transitoires pour retenir les eaux incendie sur le site, dans l'attente d'une solution pérenne,
- les analyses de sols qui ont été réalisés et dont les résultats interprétés sont à transmettre à l'inspection,
- les rejets atmosphériques de la chaudière biomasse qui nécessitent un plan d'action pour en assurer la conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/11/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la

convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. [...]
<b>Constats :</b> Sur GIDAF, les déclarations n'ont pas été réalisées depuis juin 2025 (constat réalisé le jour de la visite). Il y a toujours des non-conformités sur la température de rejet (83% des résultats saisis, allant jusqu'à 46°C). Il est également constaté un dépassement en MES en janvier 2025 (724 mg/l pour une VLE à 600) avec une explication associée (relargage d'huile suite à un dysfonctionnement).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Ce constat sur la température des rejets est relevé depuis plusieurs inspections. Le gestionnaire de la station d'épuration a confirmé l'acceptabilité de ces rejets avec une température maximale de 50°C en février 2025. <u>Cependant, la convention de rejet doit être actualisée sur ce point qui reste actuellement non conforme dans l'état actuel des documents opposables.</u>
Les déclarations GIDAF doivent être transmises dans un délai plus court (situation régularisée suite à l'inspection, liée à un arrêt technique du site pendant les mois de juillet et août 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Les cuves J3 (90 m <sup>3</sup> ) et cuve zone extraction (180 m <sup>3</sup> ) sont maintenues pleines et sont équipées pour pouvoir être utilisées en cas d'incendie.[...] L'exploitant est en mesure de justifier au préfet de la disponibilité effective des débits et réserves d'eau destinées à l'extinction par les services de secours externes ainsi que le dimensionnement du réseau de sprinklage du site. Les moyens de défense sont facilement accessibles en toute circonstance. [...]
<b>Constats :</b> Les dispositifs décrits dans l'arrêté préfectoral sont bien en place sauf la cuve vers la zone d'extraction qui ne pourra pas être utilisée par le SDIS. Ce service s'est d'ailleurs rendu sur site en 2025 et constitue un plan ETARE. La cuve de sprinklage de 1550m <sup>3</sup> comporte des raccords pompiers et le poteau incendie à proximité du site délivre bien 50 m <sup>3</sup> /h (contrôlé par Chubb en novembre 2024). La convention d'utilisation de la réserve externe n'a toujours pas été obtenue.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Une <u>convention d'utilisation de la réserve externe doit être obtenue. A défaut, des moyens internes devront être renforcés.</u> Ces dispositions seront décrites dans le dossier d'autorisation environnementale attendu pour mars 2026.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 3 : Rétention et confinement des déversements et pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2024, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le dimensionnement du système de rétention est démontré au plus tard sous un an après notification du présent arrêté accompagné d'un éventuel calendrier de mise en conformité. Cette étude de dimensionnement abordera la possibilité de mise en place d'un dispositif de réutilisation des eaux collectées après décantation ou déshuilage. Pendant la période transitoire à compter de la notification du présent arrêté et avant mise en place des solutions définitives, l'exploitant prend des dispositions permettant de confiner sur site le maximum des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre (systèmes mobiles, moyens organisationnels... ).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les systèmes provisoires de recueil des eaux incendie ont été définis (systèmes mobiles). Cependant, ils sont actuellement stockés dans une zone éloignée des points de déploiement identifiés et le personnel n'est que partiellement formé (personnel HSE, personnel chargé de la sécurité/accueil).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit <u>implanter ses dispositifs de recueil des eaux incendie au plus près des zones identifiées et former son personnel</u> afin de garantir un déploiement dans une cinétique adaptée.</p> <p>De manière plus pérenne, une augmentation du bassin de rétention du site doit être envisagée. Le dimensionnement sera démontré dans le dossier d'autorisation environnementale attendu pour mars 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Surveillance des sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2024, article 2.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des sols est effectuée sur le point référencé dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans (à compter de la réalisation du rapport de base) et devront être complétés à l'occasion de travaux d'aménagement ou modification des bâtiments, en particulier dans la zone de l'ancienne cuve d'hexane.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société Antea a réalisé des prélèvements supplémentaires sur les zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- autour de l'ancienne cuve d'hexane,</li> <li>- à côté de la cuve de sprinklage (ancien atelier de maintenance).</li> </ul>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Les résultats de ces analyses, avec l'interprétation associée, seront transmis à l'inspection. <u>Un plan d'actions sera également fourni en cas de découverte de zone source de pollution.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : PGS et pertes en hexane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, solvants
<b>Prescription contrôlée :</b> * les pertes en hexane sont inférieures à 0,7 kg/tonne de graine transformées (graines de tournesol)
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser par la société SOCOTEC (rapport du 30 juin 2025) un contrôle de tous les émissaires du site. Ce contrôle porte notamment sur une zone appelée "extraction zone atex" qui correspond au captage de l'air dans toutes les installations de la zone d'extraction (valeur relevée de 3455 mg/Nm<sup>3</sup> en équivalent carbone sur gaz sec, flux massique de 1948 g/h).</p> <p>Dans le rapport, il est calculé un ratio d'émission de COVT par tonne de graine triturée sur le temps de mesurage, en ne prenant que les émissions de cette "extraction zone atex", ce qui donne un résultat de 0,075 kg COVT/tonne de graine triturée.</p> <p>Cependant, les pertes ne sont pas seulement limitées à la partie canalisée, les solvants (ici de l'hexane) étant par définition volatils.</p> <p>L'exploitant réalise donc un plan de gestion des solvants (PGS) qui permet de faire un bilan matière annuel de la consommation de solvant (qui va donc se retrouver dans l'air de manière canalisée mais également diffuse) mais également l'eau, les produits finis (huile et tourteaux) et les déchets.</p> <p>Sur GEREP, la consommation annuelle en solvant est déclarée à 54,62 tonnes en 2024 pour 149150 tonnes de graines de tournesol.</p> <p>En prenant la consommation de solvants déclarée divisée par les tonnes de graines traitées on obtient un ratio de 0,36 kg/tonne de graine. C'est ce calcul qui est à comparer à l'objectif réglementaire de 0,7 kg COVT/tonne.</p> <p>Lors de l'inspection, il a également été vérifié la réalisation de certaines actions décrites dans le plan de gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi journalier de la consommation d'hexane par tonne de graine triturée,</li> <li>- suivi hebdomadaire des fuites sur les points critiques de l'installation d'extraction,</li> <li>- contrôle annuel à la caméra des points de critiques avant et après arrêté technique.</li> </ul> <p>Il a également été indiqué que des mesures dans l'environnement du site avaient été réalisées en 2025. Ces données seront intégrées dans le dossier d'autorisation environnementale attendu pour 2026 (partie étude de risques sanitaires et interprétation de l'état des milieux).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant devra <u>corriger son PGS afin de bien prendre en compte l'objectif de 0,7 kg de pertes de COVT/tonne de graine transformées</u> (et pas 1 kg/t comme indiqué actuellement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Rejets atmosphériques chaudière biomasse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...] Biomasse - puissance $5 < P < 10$ (7 MW): SO <sub>2</sub> : 200 mg/Nm <sup>3</sup> NOx: 650 mg/Nm <sup>3</sup> Poussières 50 mg/Nm <sup>3</sup> CO 250 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser un contrôle sur cet émissaire par la société SOCOTEC en juin 2025. Les résultats sont les suivants : SO <sub>2</sub> : 14,75 mg/Nm <sup>3</sup> NOx: 575 mg/Nm <sup>3</sup> Poussières: 192 mg/Nm <sup>3</sup> CO: 1,21 mg/Nm <sup>3</sup> L'exploitant a identifié la problématique concernant les émissions de poussières. Il indique que le système de filtration par électrofiltre ne fonctionnerait pas de manière optimale. Il propose la mise en place d'un suivi en continu de ce paramètre afin de mieux comprendre les périodes de dépassement et d'y associer des mesures correctives adaptées. Il est également à noter qu'un contrôle inopiné est prévu en 2025 sur cet émissaire mais qu'il n'a pas encore été réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra présenter <u>son programme de remise en conformité sur ce paramètre</u> en indiquant : - ses actions prévues à court terme (mesure en continu, suivi production...), - en étudiant en parallèle les modifications possibles du système de filtration. Il présentera les délais associés aux différentes actions identifiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Fiche de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.



Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

**Constats :**

Le stock de deux IBC (1m<sup>3</sup> chacun) était visible lors de l'inspection (les deux autres m<sup>3</sup> étaient stockés dans une zone non inspectée). Le stockage était réalisé sur une rétention correctement dimensionnée et les caractéristiques relevées sur le stockage correspondaient à celles indiquées sur la fiche de donnée de sécurité.

Le produit était de l'émulseur de marque BIOEX, nom : Filmopol 3. Le stockage était réalisé dans un local ouvert mais la FDS ne comporte pas de préconisations concernant le stockage hors gel. Sa date de conservation est de 10 ans et sa date de fabrication 2021.

La FDS a été présentée rapidement à l'inspection.

Cette technologie d'émulseur est basée sur une nouvelle génération de tensioactifs à chaîne courte C6, ne contenant pas de PFAS.

**Type de suites proposées :** Sans suite